N.49. TOME I[er] 1ère ANNÉE MARDI 1 MARS 1842

ON S'ABONNE

— Au bureau central, à l'imprimerie de la Banque de Pologne.

— Chez tous les libraires.

— Et à tous les bureaux de poste.

Pour 3 mois

Varsovie: R. ar. 2, c. 25 (15 f.)
à domicile. 2, 40 (16 f.)
Province 3, (20 f.)
Un N°. isolé — c. 5 (10 gr.)



On reçoit les avis à insérer, tous les jours de dix heures du matin à cinq heures du soir, au bureau du journal.

Le prix des insertions, se règle à l'amiable.

Les lettres adressées à la rédaction doivent être affranchies.

LE GLANEUR DE VARSOVIE



— Varsovie, 1 *Mars.* — Aujourd'hui, à 11 heures du matin, a commencé le 13e tirage des séries de l'emprunt de 42 millions. Nous publierons demain, les N os des séries qui auront été désignés par le sort.

PARTIE POLITIQUE.

— Paris, 19 *Février.* — Il paraît que l'on ne peut plus douter de la présence de Cabrera à Paris et de ses entrevues secrètes avec les chefs du parti carliste. Lord Cowley s'est rendu, assure-t-on, avant-hier, chez M. Guizot pour l'inviter à ne pas souffrir, à Paris, un homme qui nourrissait évidemment le projet de préparer un nouveau soulèvement en Espagne. Le *Constitutionnel* s'étonne que le ministère français ne juge pas à propos de démentir, dans ses journaux, le bruit généralement répandu en France et en Angleterre, qu'il se machine à Paris un nouveau soulèvement contre Espartero. »Le complot est certain, dit cette feuille; les preuves abondent de toutes parts. Les émigrés christinos ont appris, par l'insuccès de leur dernière tentative, qu'ils sont à eux seuls impuissants pour soulever l'Espagne. Ils ont donc pris le parti de se réunir irrévocablement aux carlistes, et aujourd'hui l'alliance est à peu près conclue; voici, dit-on, le plan adopté par les conjurés: Le fils aîné de don Carlos serait destiné à la jeune reine Isabelle. On prépare en Espagne un soulèvement pour le printemps prochain. Les Carlistes et les Christinos, réfugiés en France, repasseraient la frontière pour aller révolutionner la province. Lorsque l'on sera prêt, les provinces basques proclameront don Carlos et les Fueros. Le reste de l'Espagne se soulèvera au nom des principes républicains. Le signal de ces mouvements divers doit être l'assassinat d'Espartero. Toute cette affaire est désormais trop publique pour qu'elle puisse réussir. Toutefois nous ne serions pas surpris de voir, dans un mois, des soulèvements partiels éclater sur plusieurs points de l'Espagne.«

— Les débats, soulevés dans les bureaux de la chambre par la discussion du projet de loi sur les chemins de fer, ont été fort animés. Il n'y a eu qu'une seule voix sur la nécessité de commencer aussitôt que possible l'exécution des grandes lignes; mais une complète divergence d'opinions s'est manifestée

sur le plan présenté par M. Teste. Il a été généralement critiqué dans son tracé et dans ses moyens d'exécution. M. de Lamartine a parlé longuement dans le troisième bureau. — »La France, a-t-il dit, a, en tout, 65 kilomètres de mauvaises routes de fer par million d'habitants, tandis que la Belgique en a 157, l'Angleterre 255 et l'Amérique 550. L'Allemagne, l'Italie se sillonnent de tracés. — Dans ces pays, l'Etat exécute lui-même et tout marche, excepté nous, car seuls nous avons voulu donner aux particuliers ce que la force seule de la nation pouvait et devait exécuter. En resterons-nous là? non. — Nous sommes en retard de 10 ans sur l'Europe, de 25 ans sur les Etats-Unis. L'immense faculté locomotive, que les autres Etats auront bientôt pour le transport de leurs forces militaires et leur transit commercial, mettrait la France en péril, sous le rapport national aussi bien que sous le rapport industriel. Le niveau doit se rétablir par un énergique effort de volonté et de patriotisme, émané de la chambre.«

— M. Dupuch, évêque d'Alger, se rend à Rome. On assure qu'il a reçu du gouvernement l'autorisation et les fonds nécessaires pour faire construire dix nouvelles églises dans l'Afrique française. Une somme de 340,000 francs est en outre affectée à l'agrandissement de la cathédrale d'Alger.

— Dans la séance de la chambre des députés d'aujourd'hui, il n'y a eu aucune discussion importante. La commission des pétitions a lu son rapport, et quelques projets de loi d'un intérêt local ont été présentés.

— Il y a dix ans qu'on n'avait remarqué autant d'enrôlements volontaires que dans ce moment. Depuis 8 jours, plus de 300 jeunes gens ont demandé à entrer dans l'armée d'Afrique, placée sous les ordres du général Bugeaud.

— On parle du prochain départ de MM. les ducs de Nemours et d'Aumale pour l'Algérie, où ils feront la campagne du printemps, qui, cette année, sera entreprise plus tôt qu'à l'ordinaire.

— Londres, 16 *Février*. — S. M. la Reine a envoyé aux membres de la famille royale et à 200 personnes de la haute noblesse, des morceaux du gigantesque gâteau de baptême qui, le jour de la cérémonie, ornait la table du festin dans le château de Windsor. Chaque morceau de ce gâteau était placé dans une boite élégante et de bon goût, surmontée par les plumes des armes du Prince de Galles, et sur laquelle on lisait sa devise : *Je sers* (Ich dien).

— S. M. qui, pendant son séjour à Brighton, se promene presque tous les jours avec le prince Albert sur la digue du port, a souvent beaucoup à souffrir de la curiosité des personnes qui se pressent sur son passage. La société qui a construit la digue en question, a fait proposer à la Reine d'en interdire l'entrée, au publics tous les jours pendant une heure. S. M. a répondu qu'elle ne pouvait pas accepter cet offre, et priver ainsi du plaisir de la promenade, les personnes qui ont l'habitude de venir sur la digue à la même heure qu'elle:

— Les populations manufacturières continuent à s'agiter au sujet de la loi des céréales, mais leurs manifestations ont peu de retentissement dans le pays. Une scène semblable à celles qui se sont passées à Manchester et à Rochdale, a eu lieu dernièrement à Leicester. Heureusement que toutes ces démonstrations se bornent à l'exécution du mannequin, revêtu des insignes de premier ministre, et qu'elles n'empêchent pas l'illustre baronnet de se bien porter.

— Il n'y a d'ailleurs là rien d'alarmant ni de sérieux. On sait que ces démonstrations, quelles qu'en soient le bruit et le retentissement, ne sortent guère, en Angleterre, des limites de

la légalité, et que, si elles agitent la surface de la société, elles n'en touchent pas les bases.

Les anglais s'élèvent vivement contre les opinions; ils respectent les personnes. En Angleterre, il y a souvent du tapage; il n'y a pas de sédition, pas d'émeute. Les classes supérieures sont sans crainte, et par cela même sans violence. Ceci nous rappelle le fait d'un ministre anglais, dont un rassemblement nombreux entourait la maison et cassait les vitres. C'est là le *nec plus ultra* de la colère populaire. Ce ministre quitta son domicile, et alla se placer dans la rue au milieu du tumulte. Reconnu bientôt, on lui demanda pourquoi il venait en ce lieu. »La raison est bien simple, dit-il; chez moi, une pierre aurait pu me frapper; ici, au milieu des assaillants, je suis à l'abri.« Le raisonnement parut excellent, et l'on applaudit à l'ingénieux expédient de l'homme d'état.

Le vrai combat ne se livrera pas dans les rues, mais dans le parlement. Et encore est-il probable que cette grande question se terminera, comme elles se terminent toutes en Angleterre, par une transaction.

— On lit dans le *Globe*: Depuis quelque temps, le public se voyait l'objet d'une indigne fourberie, par le percement des souverains d'or. Au moyen d'un poinçon très-fin, ces pièces étaient creusées dans leur épaisseur jusqu'au milieu, et les trous remplis par un autre métal, avec tant d'habilité, que le connaisseur le plus expérimenté pouvait s'y tromper. De cette manière le souverain d'or perdait trois shellings de sa valeur et le demi-souverain un shillihg ½. Afin de mettre un terme à cette tromperie, le gouvernement s'est décidé, malgré les frais considérables qui en résulteront, à faire frapper de nouvelles monnaies, sur lesquelles il sera impossible de pratiquer la fraude signalée ci-dessus. — Ces nouvelles monnaies seront incessamment livrées au public.

— D'après les dernières nouvelles reçues d'Abyssinie, le gouvernement anglais a conclu des traités de commerce avec les princes de ce pays et a obtenu d'eux la permission d'établir des factoreries sur les côtes, moyennant un impôt de 3 % sur la valeur des marchandises importées.

— Le *Morning-Hérald*, journal ministériel, fait les réflexions suivantes, au sujet des interpellations adressées à sir Robert Peel, sur la présence de Cabrera à Paris:

Espartero et son cabinet suivent d'un œil attentif la marche de la conspiration tramée contre les libertés du peuple espagnol. Aujourd'hui, toute attaque contre le régent serait regardée par ce peuple comme une atteinte portée à ses propres droits, de quelque côté qu'elle vînt, et la force ne lui manquerait pas pour la repousser. Quant à une intervention patente ou secrète d'une puissance étrangère, dans les affaires de l'Espagne, le gouvernement anglais ne la tolérera point.

— S. M. la Reine, suivant en cela le conseil de ses ministres, a refusé d'adhérer à une pétition qui lui avait été présentée, à l'effet d'obtenir la grâce des chartistes déportés, Frost, William et Jones.

— Bruxelles, 20 *Février*. — Les négociations commerciales avec la France sont entièrement suspendues depuis un mois. Si même un traité finit par se conclure sur le papier, on doute généralement qu'il soit ratifié par les chambres.

— Karlsruhe, 19 *Février*. — Dans sa séance du 17, la seconde chambre du grand duché de Bade a déclaré inconstitutionnelle une ordonnance du grand duc qui avait été imprimée dans la gazette du gouvernement, sans être contresignée par un ministre. Le surlendemain, un rescrit du grand duc a dissous la seconde chambre des Etats,

mesure qui a produit une grande sensation dans le pays.

— MADRID, 12 *Février*. — C'est à la suite d'un mouvement populaire qui a éclaté le 10 à Lisbonne, que la Reine D. Maria a consenti à la proclamation de la charte de D. Pedro.

Dans la séance du 11, M. Campuzano a annoncé qu'il adresserait au ministère une interpellation, au sujet des événements qui se passent actuellement en Portugal, et M. Marliani a déclaré qu'il demanderait au président du conseil quelques explications sur plusieurs assertions avancées par M. Guizot dans la chambre des députés, lors de la discussion soulevée par l'affaire de M. de Salvandy.

— On dit que le gouvernement a retiré un projet de loi qu'il avait présenté aux Cortès, et, en vertu duquel, tous les droits et privilèges du St-Siège en Espagne devaient être accordés aux évêques Espagnols. On assure, à cette occasion, que le véritable auteur de ce projet est M. Arguelles qui, pendant son séjour en Angleterre, a embrassé la religion protestante.

Il paraît que l'archevêque de Tolède et son clergé avaient déclaré, qu'en présence des principes émis dans le projet de loi susmentionné, il ne leur restait plus qu'à quitter la Péninsule. L'archevêque de Tolède est M. Vallejo, dont le patriotisme ne saurait être révoqué en doute ; on comprend dès lors l'influence qu'ont pu avoir ses représentations.

Il se peut aussi, qu'en présence des événements du Portugal, le gouvernement du régent n'ait point jugé convenable de se créer de nouveaux embarras.

— Le chargé d'affaires hollandais, baron de Grovestins, a été reçu en audience particulière par le duc de la Victoire, et lui a exprimé toute la reconnaissance avec laquelle S. A. R. le Pce d'Orange avait reçu la Toison d'or qu'il avait bien voulu lui conférer.

MISCELLANEA.

En 1836, un M. Schwartz proposa d'employer, comme moteur, au lieu de la force produite par l'évaporation de l'eau, celle du gaz ammoniac dilaté. Un procédé analogue vient d'être adopté par une compagnie de la Louisiane. Cette compagnie fait construire un bateau qui doit recevoir son impulsion du gaz acide carbonique liquéfié. Ce gaz, qui est à 93 atmosphères de pression, peut recevoir une expansion considérable.

Si ce moyen nouveau, dont l'application est attribuée à un M. Langlumé, donne les résultats qu'on s'en promêt, la navigation à la vapeur n'exigerait plus ni chargement encombrant de charbon, ni foyer ardent et vaste, ni machine pesante.

Il suffirait pour traverser l'Océan, et même pour faire le tour du monde, de quelques tonneaux d'acide et de carbonate de soude.

Mot du logogriphe d'hier: *emplâtre (pâtre, plâtre, pâte, mat).*

Arrivées : MM. Szemiot, venant de Zalesie; Buchmeier, général-major, venant de Radzymin ; Benoit Wołowicz, venant de Siedlce; Alexandre Rathold, venant de Sandomir; le colonel Batisko, venant de Płock; Michel Natrębski, venant de Rokotowo; Joseph Przyłuski, venant de Stawki ; Jean Zaborowski, venant de Stara Wieś; Ladislas Dzwonkowski, venant de Nowydwór.

Départs MM. Rudnicki, allant à Lublin ; Załęski allant à Brześć-Litewski.

Errata. — N° 48 — page 91, 2 colonne, 20 ligne, au lieu de : *Quiney*, lisez *Quincy*.— Même page, même colonne, 46 ligne, au lieu de feu Mme Pivart, lisez: feu M. Pivart.

Grand-Théâtre. — Lunatyczka (la Somnanbule).

Le Chronothermomètre de la Banque marquait hier à midi: degrés au dessus de zéro: 3;— *à 6 heures du soir* : 0 ; — *à minuit : degré au dessous de zéro*: 1; — *ce matin à 6 heures* : 0.